

Parti Révolutionnaire

www.sitecommunistes.org



Communistes



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

30/10/2025

Rapport au Bureau National du 25 octobre 2025

Situation économique, sociale et politique en France

→ Gouvernements Lecornu.1 à Lecornu. 2

Lecornu peut se vanter d'enchaîner des records, il aura mis 27 jours à composer son premier gouvernement qui a vécu que 14h seulement, du jamais vu sous la V^{ème} République.

Pour son deuxième gouvernement il a gardé une partie importante du premier, en particulier les fidèles du Président, et a fait un dosage entre des ministres « qualifiés de techniques », figurant depuis longtemps dans l'exécutif et des nominations de *jeunes parlementaires*, essentiellement de grands patrons :

Jean Pierre Farandou ministre du travail a dirigé pendant six ans la SNCF où il a appliqué une politique digne d'un patron d'une entreprise capitaliste : * suppression de plusieurs milliers de postes, *reculs des droits des salariés, * hausses de prix, * bénéfices record 1,6 milliard d'euros en 2024, 1,3 milliard en 2023, 2,4 milliards en 2022 et 900 millions en 2021

Serge Papin, ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme, ancien PDG de Système U puis Président d'Auchan, on peut lui faire confiance pour protéger les intérêts des patrons de la grande distribution.

Monique Barbut, Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, ex-présidente du WWF est la caution écologiste à l'exécutif.

Edouard Geffray, Ministre de l'Éducation nationale, a été de 2019 à 2024 numéro deux de ce ministère en tant que Directeur Général de l'Enseignement Scolaire (DOESCO) a collaboré à la mise en place de la réforme du lycée et du baccalauréat (J.M. Blanquer) et à la réforme « choc des savoirs » (G. Attal) bras droit de Blanquer c'est l'homme ayant mis en place toutes les réformes de l'éducation depuis 2019.

Laurent Nunez, Ministre de l'Intérieur, a été secrétaire d'État auprès du ministre de l'Intérieur Castaner, puis préfet de Paris, spécialiste de la répression des mouvements sociaux, connu pour être un homme de dialogue avec la matraque, pour reprendre l'expression de l'édition N° 947 15/10/2025 : *Lecornu une mascarade pour faire passer l'austérité. Ils n'étoufferont pas la colère et les luttes* auquel je renvoie, pour ce qui concerne la composition du gouvernement Lecornu.2.

Quelques têtes changent, mais la politique austéritaire avec un cran de plus continuera.

Lecornu a changé l'ordre protocolaire des ministères : l'Intérieur passe en 1^{ère} position, la Défense en 2^{ème}, l'Éducation passe du 1^{er} rang au 9^{ème} rang, la Santé du 5^{ème} rang au 12^{ème}.

Ce qui n'est pas anecdotique mais indique l'importance de chaque ministère dans la politique que le 1^{er} ministre veut mener. Ce qui s'est traduit immédiatement dans les projets de budgets imposant pour la Santé une austérité aggravée de 7 milliards d'euros d'économies supplémentaire et une augmentation de 7 milliards d'euros pour celui de l'Armée.

La *Déclaration de politique générale* de Lecornu avait pour objectif de séduire le PS et d'obtenir une abstention stratégique du RN. L'idée qu'un gouvernement sans majorité puisse tenir grâce à la bienveillance du RN et du PS montre l'ampleur de la crise politique en France, illustrée aussi par la valse des 1^{ers} ministres sous Macron : 7 en 8 ans, autant que Mitterrand en 14 ans.

Les accords cosmétiques qui brossent le PS dans le sens du poil : suspension de la réforme des retraites, le non-recours au 49.3, ont décidé les socialistes à ne pas censurer le gouvernement.

Mais concernant le gouvernement la suspension est un moindre mal alors qu'une majorité de Français est favorable à l'abrogation. Lecornu a précisé que la *suspension* n'est pas *abrogation*.

En inscrivant la suspension dans un amendement du PLFSS, il faudra afin de l'obtenir voter en faveur de la totalité du texte, donc voter pour des mesures que le PS déclare combattre.

Dès maintenant le Premier ministre comme son Ministre du travail sont passés à l'étape suivante. Lecornu rejoue le sketch du « conclave » des retraites et dans la foulée, le Ministre du travail annonce une « *conférence sur le travail et les retraites* » en novembre : « *la question des retraites peut se régler autrement, le régime par répartition, c'est le grand régime historique français, celui que nous connaissons depuis l'après-guerre, l'actualité montre qu'il a quelques difficultés, d'autres alternatives sont possibles* », et il avance « un régime par points ou et par capitalisation », chers à la CFDT et à la CFTC. Marylise Léon fidèle à la position historique de son syndicat défend le système à points « *la retraite par points c'est un système où il n'y a pas besoin d'âge légal. [...] On prévoit des âges de possibilité de départ à la retraite et les personnes choisissent, elles ont la main sur l'âge auquel elles veulent partir et sur le montant de la pension dont elles veulent bénéficier* » !!! Quant au patronat, la capitalisation est défendue depuis longtemps, pour P. Martin, président du Medef, « *elle permet d'individualiser la gestion des retraites et renvoie les salariés à leur responsabilité individuelle d'épargner pour leur propre retraite* »

Le budget 2026 passe de la commission des finances à L'assemblée Nationale

A l'issue des travaux de la commission des finances les députés ont rejeté la partie recette du budget de l'État par 37 voix contre (LFI, PS, LR, RN et 11 voix pour (Renaissance), les Démocrates et Horizons, se sont abstenus. LR et RN considéraient l'effort austéritaire insuffisant, le RN présente une copie encore plus austéritaire que celle de Lecornu et programme de réduire le déficit à 107 milliards d'euros soit 36 milliards d'économies supplémentaires tout en « *épargnant les entreprises pour ne pas compromettre la politique de l'offre* de manière à donner des gages au patronat.

Quant au PS, il continue de chercher des « compromis », entretient l'illusion qu'il est possible amendement par amendement d'améliorer le budget 2026 un des pires budgets austéritaires. Le soutien du PS a jusqu'ici permis à l'exécutif d'éviter la censure. Boris Vallaud, président du groupe PS à l'assemblée a "durci le ton" : « *Si dans les toutes prochaines heures, jusqu'à lundi prochain, il n'y avait pas d'évolution sensible sur le texte, (...) ce sera terminé* soulignant auprès du Parisien que « *beaucoup de choses vont se jouer dès ce week-end* ». « *S'il n'y a pas d'évolution (...) d'ici lundi, les socialistes voteront contre et censureront* », a ajouté le premier secrétaire du PS Olivier Faure.

Le budget sera difficile à faire adopter, le gouvernement en a conscience, exceptionnellement le Premier ministre s'est exprimé, vendredi à l'Assemblée nationale, en ouverture des débats concernant la partie recettes de budget pour 2026, renouvelant les appels au dialogue, à la « culture du compromis », exposant clairement sur les mesures adoptées, les raisons pour lesquelles elles sont prises. C'était un plaidoyer pro domo pour la nature de classe du budget

Il ne peut y avoir d'avancées au sujet des travailleurs sans s'affronter au grand patronat et aux plus riches et ce n'est la politique ni du RN de LFI, du PS du PCF et autres écolos, ils concentrent leurs coups contre Macron sans remettre en cause le capital, s'inscrivant dans le système capitaliste. Dans l'opposition ou au pouvoir, ils ne font que gérer les affaires du capital. Leur objectif est de convaincre que leur politique serait bonne pour les affaires, bonne pour les travailleurs, comme pour le patronat. La feuille de route du prochain gouvernement et des suivants, de gauche, droite ou d'extrême droite, est déjà écrite. C'est celle qui est exigée par la classe capitaliste. Au pouvoir, les uns comme les autres n'auront à offrir que plus d'inégalités, d'exploitation et de guerres.

La réponse à cette politique du gouvernement Macron

L'attaque est d'envergure, le capitalisme a besoin de passer à une nouvelle phase de manière à mettre en adéquation toute la société française aux contraintes et aux nécessités du capitalisme français pour mieux se placer dans la concurrence impérialiste mondiale et répondre à cette attaque il n'y a que les luttes. Seule la lutte économique et sociale, la lutte politique portera un coup d'arrêt aux attaques du pouvoir avec le capital.

Les luttes sociales sont indispensables pour stopper le capital, mais elles ne le détruisent pas, tant que le pouvoir économique et politique sera aux mains du capital et de ses serviteurs, rien ne changera.

Il n'existe pas de compromis possible entre le capital et le travail car les intérêts de l'un et de l'autre sont inconciliables.

C'est la seule voie possible pour stopper Macron et son équipe, faire reculer les exigences des multinationales.

« *Il est urgent de développer une stratégie de lutte pour faire reculer le patronat et ses fondés de pouvoir politique, c'est ce que nous appelons : "la lutte tous ensemble et en même temps" avec des objectifs immédiats*

sur les salaires et les pensions, la protection sociale et les retraites mais aussi, les nationalisations et l'expropriation sous le contrôle des travailleurs des grands groupes industriels¹

Il faut une stratégie de développement des luttes avec des objectifs clairs rassemblant les salariés dans la durée. C'est de la responsabilité des organisations syndicales, en particulier de la CGT et de ses syndicats de créer les conditions d'une stratégie de lutte.

Je rappellerais notre analyse des manifestations des 10 et 18 septembre et celle du 2 octobre : *« le 10 septembre puis le 18 septembre, le 2 octobre a été très combatif. Cependant, dans les cortèges, beaucoup de manifestants se plaignaient du manque de perspective de l'Intersyndicale. Aucune construction pour élargir la mobilisation on reste sur une démarche d'accompagnement du pouvoir à Matignon, à l'Assemblée nationale, au Sénat... On est dans la même stratégie que pour la réforme des retraites. L'Intersyndicale refuse d'élever la lutte à la hauteur du rapport de forces requis. Elle doit s'appuyer sur la combativité qui s'est exprimée, les 10, 18 septembre et 2 octobre et passer à la vitesse supérieure et non "calmer le jeu" et ainsi briser la dynamique enclenchée. ».*

Le 20 octobre, dans un Communiqué de presse, l'intersyndicale a salué une *« première avancée après de longs mois de mobilisations dans l'unité »* et ajoute : *« la suspension ne peut qu'être un préalable à l'abandon de la réforme in fine »*. Sans annoncer un plan de luttes, de grèves interprofessionnelles comme la situation l'exigerait. Au contraire Murielle Guilbert² déclare : *« Nous sommes dans une séquence d'incertitude politique avec les débats budgétaires qui ne favorisent pas, pour l'heure, une capacité de mobilisation... la confusion politique est telle qu'il est compliqué d'être audible auprès des travailleurs. Nous devons reconstruire des mobilisations pour ne pas laisser la main aux seuls décideurs politiques »*

Le 21 octobre La secrétaire générale de la CGT envoyait une Adresse aux syndicats CGT faisant état de divergences avec la CFDT et la CFTC qui sont *« pour remplacer le système par répartition par un régime à points plus intelligent, plus juste »* comme l'a déclaré M. Léon. Et puisqu'il y a divergence, la CGT n'appelle pas aux luttes, la seule action prévue est la journée nationale d'actions des retraités le 6 novembre...

La direction confédérale de la CGT doit prendre la mesure de la colère de nombreux travailleurs et doit changer de braquet. Finies les réunions de collaboration de classe avec le patronat ou les fondés de pouvoir du Capital. Finis les conciliabules intersyndicaux qui débouchent sur : « Il est urgent d'attendre » ! Place à la lutte des classes, systématique et organisée !³

C'est de la responsabilité de la Confédération de la CGT d'organiser la lutte économique, sociale et politique résolue pour imposer les revendications, de développer partout la lutte de classe de plus en plus forte contre l'exploitation capitaliste, contre la politique austéritaire et de régression sociale du pouvoir.

Situation Internationale.

Les affrontements au sein de l'impérialisme se font plus aigus dans la logique de recherche des marchés et des taux de profits et d'accumulation les plus élevés pour le capital, *" Aujourd'hui le capital doit aller plus loin et plus vite dans la course au profit. Il veut accroître son terrain de chasse, en concurrence féroce dans la guerre de repartage des marchés et des ressources naturelles pour capter les "sources" de profits, pour plus d'exploitation des travailleurs, plus d'oppression des peuples, plus de domination des États et des territoires, plus de guerres, de pillage.*

Ukraine Notre parti a longuement développé son analyse au sujet de la guerre qui se développe sur le territoire de l'Ukraine. Jamais les budgets militaires n'ont été aussi élevés en Europe, les Etats se sont engagés à augmenter leurs budgets dans la défense à hauteur de 3,5 % de leur PIB, et même 5 % en incluant toutes les dépenses de sécurité.

En France, Le chef d'état-major des Armées françaises a prévenu mercredi que la France devait se préparer d'ici trois à quatre ans pour faire face à une éventuelle menace russe. Le général Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de terre, appelle la France à se préparer face à des menaces qui s'accroissent, deviennent plus urgentes, plus radicales *« Nous voulons être libres. Pour être libres, il faut être craints. Et pour être craints, il faut être forts ».*

Interrogé sur les menaces actuelles, Pierre Schill évoque la Russie : *« Nous sommes dans un monde dans lequel le recours à la force redevient quelque chose qui peut paraître normal à certaines grandes puissances. C'est le retour des empires »* *« Face à un empire, on est vassalisé ou on est ennemi. L'Europe doit saisir son destin en main. »*

Dans le cadre de l'Otan, *« il y a une solidarité »*, rappelle-t-il : *« Si un des pays est attaqué, l'ensemble des pays »* doit être prêt à envoyer des soldats. *« Nous sommes prêts à la défense collective, et un certain nombre d'États à l'est de l'Europe nous disent qu'ils ont un ennemi existentiel à leurs frontières »*

Face à ce « nouveau monde qui s'ouvre », le chef d'état-major de l'armée de terre se félicite d'un budget « sacralisé ». « Nous allons employer ces ressources supplémentaires que le pays nous donne dans un moment de rigueur budgétaire parce qu'elles me semblent absolument primordiales »

Sous couvert d'une défense de la France, c'est la place de l'impérialisme français dans le monde et les intérêts de ses multinationales, qu'ils défendent. Leur guerre n'est pas la nôtre

Refusons cette marche à la guerre dans laquelle veut nous mener le gouvernement Macron.

Palestine

L'armée israélienne continue à bombarder Gaza, en violant le cessez-le-feu. Prenant prétexte de plusieurs incidents dans la bande de Gaza. Depuis le 10 octobre, date de la signature d'un accord partiel au sujet de la libération des otages, près de 97 Palestiniens ont été assassinés par Israël.

Le pouvoir israélien sioniste a prétexté des incidents qu'il impute faussement aux factions palestiniennes afin de continuer les bombardements de Gaza

Prompt à utiliser le moindre micro-incident justifiant la poursuite du carnage, le gouvernement de Netanyahu a également annoncé son intention de fermer « *jusqu'à nouvel ordre* » l'acheminement de l'aide alimentaire, à peine quelques jours après la réouverture partielle de plusieurs points de passage, indiquant que le Hamas avait violé l'accord en ne rendant pas immédiatement l'ensemble des corps des prisonniers capturés le 7 octobre.

L'assassinat d'une cinquantaine de Gazaouis et la tentative du pouvoir israélien de maintenir la population dans un état de famine témoignent de l'extrême fragilité du cessez-le-feu et de la possibilité que l'entité sioniste décide à tout moment de reprendre le génocide. Si Trump espère mettre en œuvre son plan ultra-colonial et transformer Gaza en un protectorat colonial – notamment en vue d'accélérer le rapprochement entre Israël et les monarchies du Golfe –, l'extrême droite israélienne et le gouvernement, aspirent à reprendre la guerre qui est le moteur de l'objectif sioniste d'achever une colonisation totale de la Palestine.

Face à cette situation, on ne peut faire aucune confiance à l'impérialisme étas unien et à ses alliés européens pour veiller au respect du cessez-le-feu, alors que les États-Unis veulent forcer les factions palestiniennes à capituler et accepter leur désarmement. Face au risque d'une reprise de la guerre et au plan de Trump, la mobilisation des travailleurs de la région est absolument décisive, alors que la plupart des régimes arabes se sont alignés sur Israël et les États-Unis. En Europe et dans les métropoles impérialistes, le mouvement de solidarité avec Gaza doit revenir en force de priver Israël du soutien de l'impérialisme et appuyer la lutte des Palestiniens et des travailleurs de la région.

Afin d'aider à la libération nationale de la Palestine, il faut, plus que jamais, des actions et un discours clair, anticolonialiste, anti-impérialiste, antisioniste, dénonçant les acteurs, les complices de la colonisation mise en œuvre en Palestine. Il n'est pas possible de soutenir la lutte en faveur d'une Palestine libre sans soutenir la Résistance armée, dans toutes ses composantes et dans toutes ses actions ; sans réclamer la fin de l'entité coloniale d'apartheid, car son existence empêche une véritable paix.

Nous avons plus que jamais besoin de construire un rassemblement de toutes celles et tous ceux qui soutiennent la libération nationale de la Palestine et sa Résistance armée, pour apporter notre contribution militante, en France contre nos capitalistes et leurs tenants, à « la Palestine libre du fleuve à la mer ».

Activités du Parti

Les manifestations nous ont permis de diffuser massivement des tracts, d'avoir des échanges fructueux avec les manifestants, les grévistes qui bloquaient leurs entreprises ou qui faisaient des opérations de blocage. L'accueil des jeunes lycéens et universitaires démontre leur intérêt pour nos analyses.

Cette période a été propice à des discussions très politiques dans les cellules, qui dans l'ensemble ont maintenu leur périodicité.

Notre parti révolutionnaire Communistes, a pris la décision d'organiser une série de débats en région et au plan national sur le thème : " *Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société* ". Pour préparer ces débats, un document, aujourd'hui disponible sous forme d'une brochure. Il faut établir avec les cellules un calendrier des réunions régionales, précédant le débat national.

1. N° 925 14/04/2025 *La seule réponse à Macron et au patronat : La lutte tous ensemble et en même temps !*

2. Co-déléguée générale à l'Union syndicale Solidaires

3. Hebdo n° 935 24/07/2025 : *Plus que jamais, la CGT doit renouer avec la lutte des classes !*